

Publications économiques et financières



Synthèse annuelle

N°788 / Mai 2024

L'ÉCONOMIE DE LA MARTINIQUE EN 2023

Atterrissage en douceur de l'économie

En 2023, en dépit d'une inflation toujours prégnante, mais en voie de décélération et de la poursuite de l'augmentation des taux d'intérêt, l'économie atterrit en douceur, malgré des signes de fragilisation.

Ainsi, l'indicateur du climat des affaires se maintient au-dessus de sa moyenne de longue période. Malgré la hausse des taux, l'investissement des entreprises est resté dynamique. Le marché du travail est toujours bien orienté. L'inflation moyenne a baissé, même si elle a continué de peser sur la consommation des ménages qui ne semble plus progresser en volume. Reflet de cette stagnation de la consommation, le chiffre d'affaires des entreprises de l'échantillon de l'enquête de conjoncture progresse moins vite que l'inflation.

Pour autant, des points de vigilance demeurent. Le niveau de trésorerie des entreprises est à surveiller dans un contexte de remboursement des prêts garantis par l'État (PGE) et de reprise des recouvrements par la CGSS. Les défaillances d'entreprises sont en hausse (+52 % sur un an, +153 entreprises) et les créations d'entreprises marquent le pas (-14 %, hors SNC).

Le secteur du tourisme connaît une année favorable. À l'inverse, les entreprises du secteur agricole ont souffert de conditions d'exploitation difficiles (épisodes de sécheresse, tempête BRET), ce qui ne leur permet ni de reconstituer leur trésorerie ni d'investir.

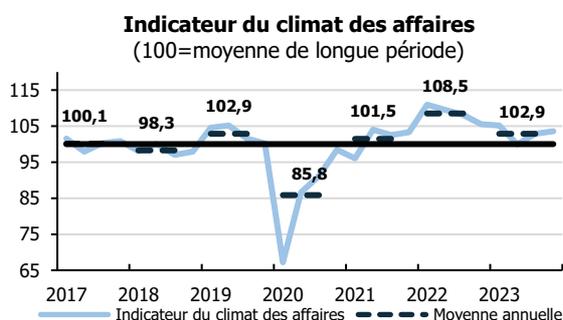
Le secteur bancaire enregistre également un ralentissement, en lien notamment avec le renchérissement du coût du crédit. La demande de crédits à l'habitat des ménages a sensiblement baissé, sans pour autant marquer un ralentissement brutal. Les actifs financiers détenus en banque par les entreprises ont reculé, pendant que ceux des ménages ont continué de croître, bien qu'à un rythme plus modéré qu'au cours des dernières années. Les placements de court terme, tant l'épargne liquide (livrets réglementés), que non liquide (en particulier les dépôts à terme) bénéficient toujours d'un arbitrage favorable.

L'inflation décélère en 2023

L'ICA recule puis se stabilise en 2023

En 2023, l'ICA est en recul, mais évolue toujours au-dessus de sa moyenne de longue période. Après un début d'année positif, les entreprises ont exprimé des inquiétudes sur leur niveau d'activité pour le deuxième semestre. Finalement, l'économie s'est montrée résiliente en fin d'année confirmant le constat d'un atterrissage en douceur.

Les soldes d'opinion sur les effectifs sont bien orientés, alors que les niveaux de trésorerie sont toujours dégradés en lien avec le remboursement des PGE et l'augmentation des charges d'exploitation (salaires, énergie notamment).



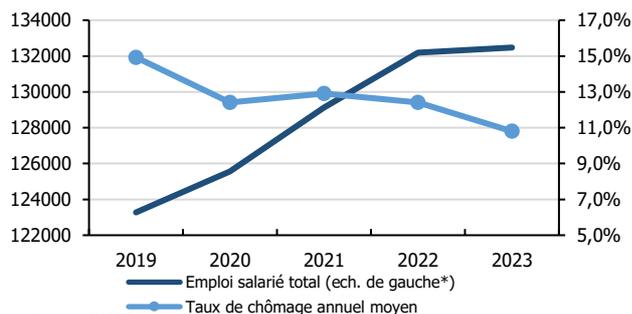
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Le marché du travail se montre résilient

L'emploi salarié s'est stabilisé en 2023 en Martinique (+0,2 %, soit 280 emplois supplémentaires), après une forte dynamique de création d'emplois en 2022 (3 072 emplois supplémentaires, +2,4 %). L'augmentation des effectifs est portée par le secteur public (+0,9 %) puisqu'ils se contractent très légèrement dans le secteur privé (-0,1 %).

Dans le même temps, la baisse du nombre de demandeurs d'emploi (toutes catégories confondues) se poursuit (-6,2 % sur un an, 41 740 demandeurs d'emploi en fin d'année). Cette tendance s'explique principalement par la diminution du nombre de chômeurs de catégorie A d'une part (-8,7 % sur un an), et du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans d'autre part (-2,2 % sur l'année). En conséquence, le taux de chômage affiche un recul marqué en 2023, à 10,8 % en moyenne (-1,6 point).

Évolution du marché du travail et de l'emploi

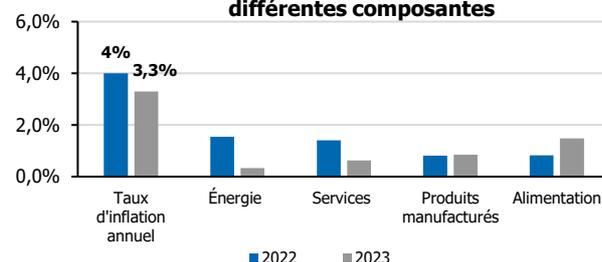


Source : INSEE
*Les données de l'emploi salarié au quatrième trimestre 2023 sont provisoires

Décélération de l'inflation

L'indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté en moyenne de 3,3 % en 2023, après 4,2 % en 2022. En 2023, l'alimentation est le poste qui contribue le plus significativement à la hausse des prix (pour un peu moins de la moitié de la hausse des prix), suivi des produits manufacturés (près d'un quart), des services (19 %), et de l'énergie (10 %). En moyenne annuelle, les prix de l'alimentation ont augmenté de 9,8 %, les prix des produits manufacturés de 2,8 %, les prix de l'énergie de 3,6 %, et les prix des services de 1,4 %¹. L'évolution du solde d'opinion des prix de vente confirme cette tendance à la décélération de la hausse des prix. En effet, les chefs d'entreprise sont moins nombreux à déclarer avoir augmenté leurs prix de vente en 2023 comparativement à 2022.

Inflation annuelle et contributions des différentes composantes



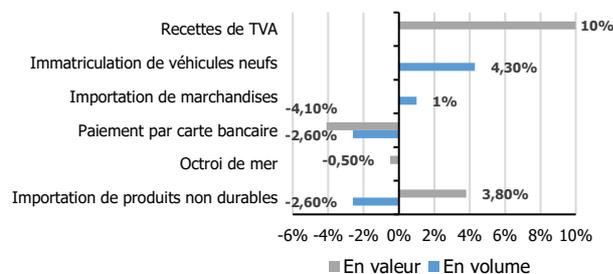
Source : INSEE

La consommation montre des signes de ralentissement

Après une forte dynamique en 2022, la consommation montre des signes d'essoufflement en 2023. Si le contexte inflationniste permet une progression de la consommation en valeur, les différents indicateurs semblent plutôt indiquer une stagnation voire une légère dégradation en volume. Ainsi, les importations de biens de consommation non durables progressent en valeur (+3,8 %), mais baissent en volume (-2,6 %). Les dépenses par carte bancaire se replient en valeur (-4,1 %) comme en volume (-2,6 %). Les importations de marchandises transitant par le port de Martinique connaissent une légère hausse (+1 %).

La stagnation de la consommation de biens est confirmée par les recettes de l'octroi de mer en léger recul sur 1 an (-0,5 %). Les immatriculations de véhicules neufs sont en revanche en progression (+4,3 %). La TVA est en progression sensible (+10 %) et pourrait traduire une meilleure orientation du marché des services que celui des biens².

Indicateurs sur la consommation des ménages



Source : DGFIP, GPMLM, Douanes, GIE CB

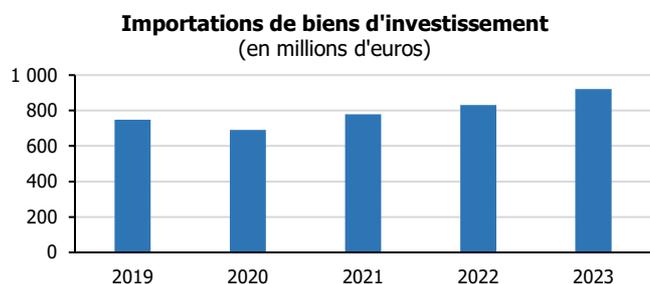
Une dynamique d'investissement qui reste positive, malgré la hausse des taux d'intérêt

Malgré le contexte de hausse des taux d'intérêt (coût des crédits d'investissement +2 points sur un an en moyenne), les prévisions d'investissement à un an restent bien orientées. La hausse des importations de biens d'investissement vient corroborer ce constat (+10,8 % en valeur et +2,6 % en volume), tout comme la progression sensible des encours de crédit à l'investissement sur un an (+11 %).

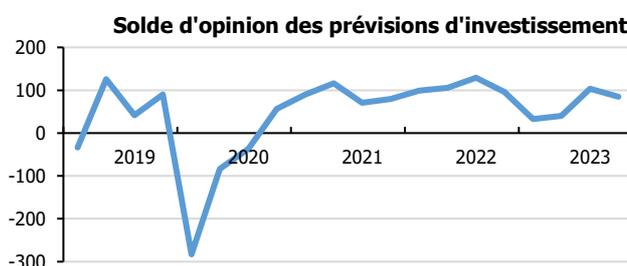
¹ Le poids affecté aux services dans le calcul de l'inflation permet d'expliquer que sa contribution soit importante, malgré que ce soit le poste dont la hausse des prix est la moins significative.

² Les recettes sont liées aux biens et aux services alors que l'octroi de mer n'est éligible que sur les biens

Des chantiers significatifs devraient débuter en 2024 tels que la rénovation de l'hôpital de Saint-Esprit, de l'échangeur de Mangot Vulcin (40 millions d'euros), l'agrandissement du Club Med (50 millions d'euros), ou encore l'extension du port (122 millions d'euros). Les travaux du grand port de Martinique devraient démarrer au deuxième semestre 2024 et s'étaleront sur une durée de trois ans. La situation financière de certaines entreprises apparaît toujours fragilisée et ce qui se traduit par une hausse du nombre de défaillances d'entreprises (+52 % à fin décembre sur un an, et +23 % par rapport à la moyenne sur la décennie) dans un contexte de poursuite des remboursements des prêts garantis par l'État et d'accélération des recouvrements opérés par la CGSS.



Source: Douanes



Source: enquête de conjoncture de l'IEDOM

Une hausse des échanges commerciaux en 2023

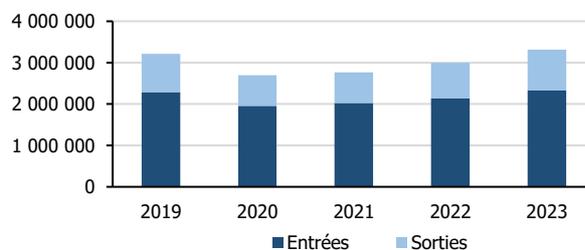
Les échanges commerciaux ont été soutenus en 2023. Le trafic de marchandises au grand port de la Martinique a progressé de 11 % par rapport à 2022. Cette tendance s'explique par la progression des entrées (+8,9 %, à 2,3 millions de tonnes) et des sorties (+14,6 %, à 1 million de tonnes). Au total, en 2023, le port a permis la circulation de 3,3 millions de tonnes de marchandises.

En valeur, les importations hors produits pétroliers sont en hausse de 2,4 %. Cette dynamique est principalement liée à l'augmentation des importations de biens d'investissement (+11 %). Dans le même temps, les importations de biens de consommation durables baissent de 11,8 %. En volume, les importations hors produits pétroliers se replient (-5,8 %), en raison de la baisse des importations de biens intermédiaires (-8,1 %) principalement³.

En valeur, les exportations hors produits pétroliers augmentent de 1,1 %. Cette hausse s'explique surtout par la progression des exportations de biens de consommation non durables (+4,5 %). En revanche, les exportations de biens hors MIG⁴ sont en baisse (-7,9 %), du fait notamment d'une diminution des exportations de produits agricoles (-8,3 %).

Globalement, les exportations (produits pétroliers inclus) progressent par rapport à 2022 (+13,2 %) alors que les importations sont assez stables (+0,3 %). En 2023, le déficit commercial s'établit à 2,9 milliards d'euros.

Trafic global de marchandises au grand port maritime de la Martinique (en tonnes)



Source : Grand port maritime de la Martinique

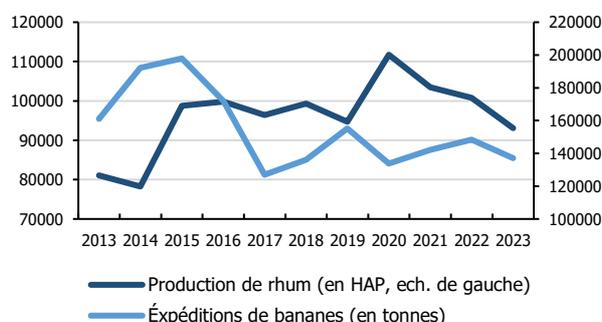
Activité sectorielle : une année contrastée en fonction des secteurs

Secteurs primaire et agroalimentaire : une baisse de la production en 2023

Le secteur agricole apparaît encore fragilisé en 2023 à la suite notamment d'événements climatiques (sécheresse, tempête BRET). La filière banane est affectée par la prolifération de la cercosporiose noire, qui entraîne un murissement précoce des fruits. Les moyens de lutte phytosanitaire contre la maladie ont été réduits, mais des solutions naturelles sont à l'étude. De fait, les expéditions de bananes sont en baisse en 2023 (-11,6 % par rapport à 2022). Une aide d'urgence de 11 millions d'euros a été annoncée par le chef de l'État pour aider les trésoreries des exploitations de Guadeloupe et de Martinique. La production en début d'année 2024 est mieux orientée.

Bien que les conditions météorologiques aient impacté les rendements de la canne, la campagne cannière 2023 a été plutôt favorable. Le tonnage de cannes broyées a augmenté de 10,2 % en 2023 (+14,0 % pour la sucrerie et +9,6 % pour les distilleries).

Expéditions de bananes et production de rhum



Sources : CODERUM, Douanes

³ -30,4 % pour le travail du bois, industrie du papier et imprimerie, -8,9 % pour la fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que d'autres produits minéraux non métalliques.

⁴ La classification MIG (« Main Industrial Grouping ») inclut les biens d'investissement, les biens de consommation durables, les biens de consommation non durables, les biens intermédiaires, et l'énergie. Sont exclues de cette catégorie les activités agricoles, la sylviculture, la pêche, ainsi que les activités de service.

La campagne cannière 2024, qui a commencé en janvier, est quant à elle marquée par des rendements faibles. La production de rhum est en baisse de -7,6 % par rapport à 2022.

Au sein de la filière élevage, le tonnage total abattu diminue de 9,6 % par rapport à 2022 (-4,6 % pour les bovins, -12,3 % pour les porcins, -9,9 % pour les ovins et caprins, et -39,5 % pour les équins). Le secteur agricole a connu plusieurs exercices délicats, ce qui entraîne des tensions sur la trésorerie des entreprises du secteur et constitue un frein au développement des entreprises et à la mobilisation des fonds européens (FEADER) pour lesquels un apport de 15 % est demandé. Les métiers du secteur figurent désormais sur la liste des métiers en tension ; un dispositif qui permet une régularisation de travailleurs étrangers. Cela explique la progression des effectifs de près de 6 % en 2023.

BTP : un secteur en attente d'un rebond

D'après l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, le niveau d'activité du secteur du BTP aurait faiblement progressé sur l'année. Les charges d'exploitation ont continué d'augmenter et la trésorerie des entreprises s'est fortement dégradée. Ces dernières sont en effet confrontées à une hausse du coût de leurs intrants (matières premières et énergie). Le nombre de logements autorisés à la Martinique s'établit à 2 200 en décembre 2023 (en cumul sur un an), contre 3 000 en décembre 2022, soit une baisse de -26,7 %, et le nombre de logements commencés s'élève à 2 000 en décembre 2023, contre 2 600 en décembre 2022, en recul de -23,1 %. Concernant le logement social, des besoins (10 654 demandes en attente) existent, mais le nombre de logements livrés (377 en moyenne sur la période 2020/2023) ne permet pas de satisfaire pleinement cette demande. Le taux de réalisation globale du plan logement territorial de la Martinique sur la période 2020/2023 a été de 76 %.

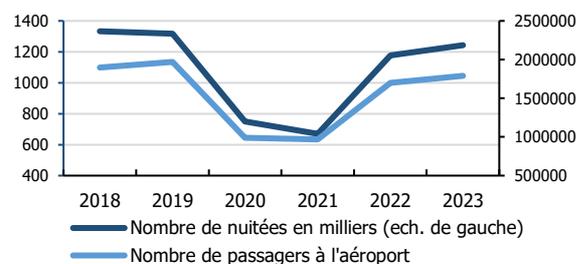
Le secteur du tourisme confirme sa reprise

Le nombre de nuitées hôtelières (+5,6 %) ainsi que le nombre de passagers à l'aéroport (+5,3 %) sont en hausse en 2023, après une année de reprise en 2022. Cette dynamique se vérifie surtout au premier semestre, puisque la fréquentation serait en léger recul depuis le mois d'août, bien que la Transat Jacques-Vabre ait permis un démarrage plus précoce de la saison touristique⁵. La liquidation d'Air Antilles en septembre a eu un impact sur le nombre de sièges disponibles et sur le coût des billets pour les liaisons régionales.

Le nombre de croisiéristes atteint 346 830, contre 84 796 en 2022, et retrouve le niveau de 2019 (337 648), mais l'impact est limité pour l'économie locale.

Les difficultés de recrutement poussent les professionnels à augmenter les salaires. Cela pèse sur les charges et la rentabilité des restaurateurs. En 2023, la masse salariale dans le secteur de l'hôtellerie-restauration a augmenté de 8,7 % par rapport à 2022 selon l'URSSAF.

Trafic de passagers à l'aéroport Aimé Césaire et nombre de nuitées



Sources : SAMAC, INSEE

La hausse des taux d'intérêt impacte la dynamique des crédits et la répartition de l'épargne⁶

La hausse des taux d'intérêt directeurs par la Banque centrale européenne (BCE), amorcée en 2022, s'est poursuivie en 2023. Après une hausse des taux directeurs de 250 points de base en 2022, ils ont encore augmenté de 200 points de base en 2023. Les taux des crédits aux ménages et aux entreprises ont ainsi augmenté de 180 à 200 pdb sur le territoire en 2023. Cela a eu un impact sur la demande de crédits, puisque les encours ont ralenti leur progression (+2,8 % au global, contre +4,1 % l'année précédente). Concernant les actifs financiers détenus en banque, ils progressent de 1,0 % au global en 2023, contre +2,2 % l'année précédente. La hausse des taux s'est matérialisée par de bonnes performances sur les placements liquides et de court terme, au détriment des dépôts à vue.

Ménages : ralentissement des crédits immobiliers et progression de l'épargne

Les encours de crédits à l'habitat des ménages progressent modérément en 2023 (+4,1 % contre une croissance d'un peu plus de 7 % au cours des trois années précédentes). En effet, la production, c'est-à-dire les nouveaux crédits décaissés dans l'année, a diminué de 25 % en 2023. Cette évolution s'explique pour partie par le renchérissement du coût du crédit (+180 pdb en 2023, après +40 pdb en 2022) qui a freiné la demande. Même en recul sur un an, la production reste supérieure aux tombées de crédit, ce qui explique que les encours continuent de croître.

En dépit du contexte inflationniste, les encours d'actifs détenus en banque par les ménages sont en hausse de 2,3 % en 2023. Pour autant, il s'agit de la croissance la plus faible sur les cinq dernières années. Malgré une situation globalement bien orientée, l'évolution de certains indicateurs témoigne d'une fragilisation d'une partie des ménages. Ainsi, les découverts augmentent (+6,6 % en 2023, après +4,1 % en 2022), de même que le nombre de dossiers de surendettement (+11,9 % après +8,1 %).

Les encours de crédits à la consommation des ménages progressent (+3,1 % en 2023, après +2,6 % en 2022), mais en grande

⁵ Source : cluster du tourisme Ziléa

⁶ Le périmètre d'analyse comprend tous les établissements de crédit installés localement, hormis deux établissements pour lesquels la qualité des déclarations n'était pas conforme.

partie du fait des découverts. Les seuls crédits de trésorerie enregistrent un repli de -1,5 % après +1,9 % en 2022. Le taux d'intérêt moyen de ce type de financement a augmenté de 180 points de base en 2023, ce qui a pu influencer sur la demande de crédits. Le crédit-bail connaît une forte dynamique en Martinique (+124,5 %, après +24,0 % en 2022), grâce notamment au développement des offres de location avec option d'achat (LOA) de véhicules, mais il représente une part marginale des encours de crédits à la consommation (8 %, contre 89 % pour les crédits de trésorerie et 3 % pour les découverts).

Entreprises : dynamisme des crédits d'investissement et baisse de la trésorerie

Les entreprises ont continué de mobiliser des financements bancaires, malgré le renchérissement du coût du crédit. Les encours de crédits d'investissement ont augmenté de 10,5 % sur l'année. Cette dynamique a été particulièrement soutenue dans les secteurs de la télécommunication, de l'énergie solaire, de la biotechnologie (valorisation des sargasses), et des transports. Une part de ces investissements concerne des projets en dehors du territoire martiniquais.

Les encours d'actifs détenus en banque par les entreprises s'inscrivent en repli en 2023 (-1,2 %). Cette évolution corrobore les résultats de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, dans laquelle les chefs d'entreprise témoignent globalement de tensions persistantes sur la trésorerie. Par ailleurs, les entreprises ont accru la part d'autofinancement dans leurs investissements pour réduire le coût financier des projets ou à la demande des établissements bancaires. En dépit de ces tensions de trésorerie, les crédits d'exploitation reculent fortement en 2023 (-13,1 %), en lien avec la mise en amortissement et le remboursement des premières échéances des PGE.

Les placements de court terme plébiscités

Les actifs détenus en banque pour toutes catégories de clientèle sont en progression de +1,0 % sur l'année. Les dépôts à vue ont diminué de 16,9 %, tandis que les placements de court terme ont connu une forte croissance de 17,6 %, et que l'épargne de long terme est restée quasi-stable, à +0,8 %. En effet, les taux d'intérêt créditeurs, comme les taux débiteurs, ont augmenté dans le sillage des taux directeurs. Les agents, qui avaient peu d'incitation à placer leurs liquidités jusqu'en 2022, ont retrouvé de l'appétence pour ces supports qui permettent de percevoir des intérêts. Dans ces conditions, les livrets A et les livrets de développement durable et solidaire (LDDS) ont respectivement enregistré une hausse annuelle de +5 % et +8 %, tandis que les dépôts à terme ont fait le plein (+69 %).

Perspectives 2024 : l'investissement comme vecteur de croissance ?

En 2024, l'économie martiniquaise devrait profiter deancements de chantiers significatifs (cf. partie investissement). Des projets structurants doivent effectivement émerger pour accompagner la transition écologique, que ce soit dans la production d'énergies renouvelables ou la décarbonation du transport. Des investissements sont aussi attendus pour l'assainissement de l'eau et les infrastructures de transport et de traitement et valorisation des déchets. Ils représentent un enjeu pour le territoire et devraient générer de l'activité pour les entreprises martiniquaises. Sur le volet du financement, le budget de la Collectivité territoriale de Martinique est certes en recul en 2024 (-14,8 %), mais les efforts de réduction portent davantage sur les dépenses de fonctionnement, que sur l'enveloppe pour les investissements qui représente 459 millions d'euros. Les Fonds européens peuvent également être mobilisés de façon plus efficiente afin de répondre aux enjeux du territoire. Enfin, les contraintes de main-d'œuvre qui paralysent le bon fonctionnement de certains secteurs trouvent un début de solution avec la politique d'attractivité du territoire, et surtout les dispositifs concernant les travailleurs étrangers.